

« Le pouvoir ne souhaite pas que les gens comprennent qu'ils ont entre les mains les clefs du changement. » NOAM CHOMSKY

L'OMS va-t-elle tirer profit de l'élimination de l'élite polonaise ?

Le décès des personnages clés du gouvernement polonais et des autorités militaires samedi dernier dans un accident d'avion va changer de manière radicale le paysage politique du pays et affaiblir la position du Ministre de la Santé Ewa KOPACZ, qui, l'automne dernier, a refusé la vaccination contre la grippe porcine au début de la fausse pandémie.

KOPACZ a été le seul Ministre de la Santé en Europe à refuser le vaccin contre la grippe porcine en dépit des énormes pressions de la part de l'OMS et des compagnies pharmaceutiques.

Son refus a modifié la donne et suscité un débat sur la nécessité du vaccin contre la grippe en Europe.

Le 29 mars, au cours d'une importante audition, le Conseil de l'Europe a félicité la Ministre de la Santé Polonaise Ewa KOPACZ pour sa gestion de la pandémie.

Le Comité du Conseil pour les Affaires Sociales, la Santé et la Famille a déclaré correcte la décision de KOPACZ de ne pas commander de vaccins contre la grippe porcine en dépit des pressions exercées par les autorités sanitaires et les compagnies pharmaceutiques.

KOPACZ a précisé que la Pologne avait jugé inacceptables les propositions faites par les compagnies pharmaceutiques.

La Ministre a souligné que le virus de la grippe porcine avait provoqué moins de décès que dans les autres pays et que le virus avait aussi été moins virulent.

Le parlementaire européen britannique Paul FLYNN qui est occupé à préparer un rapport du Conseil de l'Europe sur la fausse pandémie et qui devrait paraître fin avril, a qualifié la décision du Ministre KOPACZ « **d'acte de courage** ».

Flynn a ajouté que les autres pays avaient **gaspillé des millions d'euros pour des vaccins qui n'étaient pas nécessaires.**

Le Pr Marc Gentilini, ancien Président de la Croix Rouge française, a déclaré, lui aussi, que **la Pologne pouvait être montrée en exemple** quant à la manière de gérer la menace d'une pandémie H1N1.

Mais, ceci n'a été possible que parce qu'Ewa KOPACZ a pu compter sur l'appui du véritable pouvoir dans le gouvernement, les services de sécurité et l'armée.

Ces « pouvoirs derrière du trône » protègent les ministres de représailles, de menaces ou de pillages.

Les chefs militaires et les services secrets polonais ont également soutenu le gouverneur fort et indépendant de la Banque Centrale.

La décision de KOPACZ de ne pas acheter les vaccins contre la grippe porcine a été sévèrement critiquée et l'ombudsman Janusz Kochanowski a même menacé la Ministre de poursuites judiciaires. Il était donc extrêmement vital pour elle de pouvoir bénéficier de tout un réseau de soutien parmi les institutions clés, tels que les services secrets et l'armée.

Il est vrai que l'ombudsman Kochanowski a péri dans le crash avec les chefs militaires, le chef des services de sécurité et le gouverneur de la Banque Centrale. Le pouvoir de l'ombudsman est faible par rapport à celui de l'armée et des chefs des services secrets. Au jeu d'échec un pion est souvent sacrifié pour sauver le roi.

En éliminant le Président, les deux candidats à cette Présidence, l'actuel leadership militaire, financier, les services secrets polonais, les forces pro-OMS, pro-IMF, pro-gouvernement européen de Donald Tusk, seraient en fait susceptibles de monter un coup d'Etat.

Profitant de l'état de choc dans lequel se trouve actuellement la Pologne, l'actuel Président faisant fonction, Bronislaw Komorowski et tout le leadership militaire, financier et services secrets se sont déjà empressés d'occuper des positions clés comme la direction des services de sécurité.

Il est exact de dire que ceci se trouve être en accord avec la Constitution, mais la Constitution n'a jamais été conçue pour une situation au cours de laquelle le Président, deux des trois candidats à la présidence, les chefs suprêmes de l'armée, comme des services secrets, le gouverneur de la Banque Centrale seraient tués dans un même crash d'avion et dans de suspectes circonstances.

Il s'agit vraisemblablement ici d'une affaire criminelle et non d'une affaire constitutionnelle.

Il y a pas mal d'indices qui font penser à des choses pas très claires.

Komorowski et Tusk devraient en fait faire l'objet d'une enquête judiciaire.

Un changement complet de l'élite au pouvoir en Pologne permet à Tusk d'introduire de nouvelles politiques économiques, de nouvelles politiques de santé publique favorables à l'OMS, aux compagnies pharmaceutiques et aux banques.

La destruction du réseau invisible qui soutenait la politique de KOPACZ ouvre la porte à l'élimination finale d'une opposition efficace au vaccin pandémique et à la loi martiale.

Les expériences que mène actuellement le professeur Bruno-Lina, collaborateur de l'OMS, pour croiser le virus de la grippe porcine avec le virus de la grippe aviaire peuvent laisser supposer que l'OMS serait en train de planifier une pandémie aviaire.

En outre, le fait que l'OMS ait refusé de modifier son niveau 6 de déclaration de pandémie lui permet de maintenir son pouvoir sur les gouvernements du monde.

Il convient aussi de noter que des gouvernements comme celui du Royaume Uni n'ont annulé les vaccins contre la grippe porcine que pour pouvoir commander des vaccins contre la grippe aviaire.

L'élimination de l'élite indépendante de la Pologne au cours d'un crash d'avion manigancé peut aussi servir d'avertissement aux autres politiciens et militaires d'Europe qui contestent l'OMS et les mondialistes.

Flynn et le Conseil de l'Europe (COE) ont lancé leur propre enquête à propos de l'OMS et des réactions gouvernementales à la pandémie. Le rapport qui doit être terminé pour la fin avril afin de pouvoir être voté par les officiels élus de 47 pays sera ensuite présenté au Parlement Européen. - L'OMS doit sûrement en appréhender les résultats !

L'OMS est clairement opposée à l'enquête du Conseil de l'Europe (COE) : elle a refusé d'envoyer des experts à la seconde audition en mars au cours de laquelle le panel du conseil de l'Europe a non seulement entendu le témoignage de KOPACZ, mais aussi **la critique accablante de l'épidémiologiste Tom Jefferson au sujet des vaccins.**

Le rapport du Conseil de l'Europe pourrait, même sous une forme atténuée, créer les bases d'un démantèlement du système de gérance de la pandémie que l'élite mondialiste a mis au point pour imposer la vaccination forcée, la loi martiale et entraîner une masse de décès.

La purge de l'élite polonaise pourrait annoncer le début d'autres purges, notamment des opposants au vaccin à travers l'Europe du fait que l'OMS et les compagnies pharmaceutiques se préparent à lancer une pandémie globale, cette fois avec le virus de la grippe aviaire.

Selon le Traité de Lisbonne, la police européenne pourrait arrêter n'importe qui suspecté de terrorisme même si la Constitution Européenne l'interdit.

Les mondialistes de l'Union Européenne et des USA, défiant la loi, ont élargi la définition de terrorisme pour y inclure toute personne qui critique leur politique et leurs crimes.

(Essai de traduction)

http://www.theflucase.com/index.php?option=com_content&view=article&id=3302%3Adoes-who-gain-from-the-elimination-of-the-polish-elite&catid=41%3Ahighlighted-news&Itemid=105&lang=fr

*

*

*